

DÉCEMBRE 2014

AMNESTY
INTERNATIONAL 

SYRIE : TÉMOIGNAGES DE CRISE

REGARD DU MOIS SUR LA CRISE DES DROITS HUMAINS EN SYRIE



« LA VIOLENCE N'A PAS ÉPARGNÉ LES ÉCOLES EN SYRIE. »

AMNESTY INTERNATIONAL S'ENTRETIENT AVEC DES MILITANTS QUI ONT VU L'ATTAQUE CONTRE L'ÉCOLE AL HAYAT.

Malgré la résolution 2139 du Conseil de sécurité des Nations unies, qui appelait le gouvernement et les groupes armés syriens à mettre fin à toutes les attaques menées sans discrimination dans les secteurs civils, les parties au conflit ont continué de bombarder ces zones avec des armes comme des obus d'artillerie et de mortiers, ainsi que des barils d'explosifs, tuant illégalement des centaines de civils.

Depuis le 22 février, date à laquelle la résolution 2139 a été adoptée, le Violations Documentation Center in Syria a répertorié les noms d'au moins 7 936 civils tués par les pilonnages et les frappes aériennes. Parmi eux se trouvent 12 enfants (un 13^e reste non identifié) qui ont été tués le 5 novembre par des tirs de roquette contre l'école Al Hayat dans le quartier d'Al Qaboun, en périphérie de Damas.

Cour d'école endommagée dans le quartier de Jobar à Damas après des tirs d'obus de l'armée syrienne. Août 2013. © Dimashqi Lens

Le quartier d'Al Qaboun est sous le contrôle de groupes armés. En juillet, le gouvernement syrien et les groupes armés ont conclu un cessez-le-feu concernant cette zone, mais le responsable d'une école a déclaré à Amnesty International que le 5 novembre vers 11h15, une roquette est tombée près de l'école et moins d'une minute plus tard, une seconde est tombée dans la cour de récréation, tuant et blessant plusieurs garçons qui y jouaient. Environ 1 500 élèves de plusieurs banlieues de Damas sont inscrits à cette école, qui est la seule aux alentours.

Un militant qui est arrivé à l'école quelques minutes après l'attaque a raconté à Amnesty International :

« Vers 11 heures, j'ai entendu une explosion et j'ai vu de la fumée. Je suis arrivé cinq minutes plus tard, la scène était catastrophique. J'ai vu au moins trois enfants qui avaient été tués instantanément par les tirs et de nombreux autres qui étaient gravement blessés. Le plus terrible était de voir les parents courir partout pour retrouver leurs enfants. Nous avons transporté les élèves jusqu'à un centre médical non loin. Certains étaient défigurés et n'ont pu être identifiés. »

Deux contacts locaux ont affirmé à Amnesty International que la roquette était venue du bâtiment des unités spéciales, une base de l'armée syrienne à Al Qaboun. Amnesty International n'a pas été en mesure de vérifier ces allégations de manière indépendante. Un militant local a filmé les décombres quelques minutes après l'attaque. Selon l'analyse de ces images réalisée par Amnesty International, la roquette utilisée était sûrement une M-21 de 122 mm, une arme très imprécise.

L'organisation a notamment recueilli le témoignage du médecin local qui travaillait ce jour-là :

« J'ai entendu deux explosions vers 11 heures. Au début, je ne savais pas que l'école avait été touchée, jusqu'à ce que des militants et des volontaires arrivent avec les enfants blessés. Au total, nous avons reçu 25 enfants blessés gravement ou légèrement, ainsi que les corps de 13 enfants morts. Parmi les blessures graves, il y avait des membres mutilés et des blessures à la poitrine dues aux éclats d'obus. »

Amnesty International s'est également entretenu avec Mustafa, un bénévole qui a aidé à transporter les corps des enfants :

« J'étais près de l'école quand l'attaque a eu lieu. Lorsque je suis arrivé, je me souviens avoir tout de suite vu du sang partout et des membres par terre. J'ai vu que certains enfants avaient perdu leurs jambes ou leurs mains. C'était une scène horrifiante et absolument chaotique. J'ai transporté les corps des enfants à l'hôpital de campagne. Je ne me souviens pas combien j'en ai portés, mais je sais qu'ils avaient entre 10 et 15 ans. »

Mustafa a poursuivi : « Je sais que le gouvernement syrien connaît l'emplacement de l'école, mais j'ignore qui oserait attaquer une zone où se trouve une école. Même les écoles ne sont pas épargnées par la violence et des enfants innocents en paient le prix. »

Les cinq habitants et militants qui ont parlé à Amnesty International ont confirmé qu'il n'y avait pas de cible militaire près de l'école. Le front le plus proche se trouve à au moins 800 mètres de là.

Le Violations Documentation Center a identifié les noms de 12 enfants : Hamdi el Bassal, Rajab Suliman Zino, Mouaz Abdullwahed, Walid Zaher Abdullwahed, Obada Samir Juaneh, Omar el Tawashi, Zaher Hassan Aid, Radwan Ramadan; Abdullrahman Sadeq Shakour, Mohammad Amar el Madani, Mohammad Ayman Shakour, Ali Nidal Abi Adan.

L'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) a publié une déclaration selon laquelle l'attaque de l'école Al Hayat était « la dernière d'une série d'attaques menées sans discrimination contre des écoles, des professeurs et des élèves. Au cours des trois

premiers trimestres de l'année 2014, les Nations unies ont confirmé au moins 35 incidents de cette nature, qui ont tué 105 enfants et en ont blessé 293 autres. Les nombres réels sont sûrement plus élevés et des informations indiquent que certaines attaques auraient été délibérées. »

FOCUS – FAMILLE DE RANIA ALABBASI

« RÉCLAMONS TOUS ENSEMBLE LEUR LIBÉRATION ! »



Rania Alabbasi © DR

Rania Alabbasi, son mari Abdullrahman Yasin et leurs six enfants, âgés de trois à 15 ans, ont été arrêtés par les autorités syriennes en mars 2013. Aucun membre de cette famille, victime de disparition forcée, n'a été revu depuis.

Naila Alabbasi, la sœur de Rania Alabbasi, a expliqué à Amnesty International :

« Rania jouait aux échecs en compétition et pendant de nombreuses années, elle a représenté la Syrie lors de tournois internationaux et régionaux. Elle a fait connaître ce jeu en Syrie et elle a été honorée par Bassel el Assad [le frère aîné de l'actuel président, Bachar el Assad].

« Dentiste, elle était très appréciée de ses patients et collègues car elle est très dynamique, honnête et très compétente. Son cabinet était prospère, mais elle faisait toujours en sorte d'offrir des soins gratuits à ceux qui ne pouvaient payer.

« Même si elle est très occupée par son travail et ses enfants, Rania est très sociable et elle a toujours eu du temps pour ses proches, ses amis et ses voisins. Nous, sa famille, savons qu'elle est gentille, généreuse et toujours présente pour aider les autres, non seulement ses proches, mais quiconque a besoin d'elle.

« Rania et toute sa famille avaient des visas pour quitter le pays à tout moment, mais lorsque le soulèvement a commencé, elle n'a pas voulu partir. Elle ne pensait pas qu'elle et sa famille étaient en danger car ils n'avaient participé à aucune activité politique et ils n'appartenaient à aucun parti de l'opposition. Ils ne sont allés à aucune manifestation. Elle pensait que rien ne leur arriverait. »

Des officiers des services syriens du renseignement sont arrivés chez Rania Alabbasi, dans la banlieue de Mashroua Dummar à Damas, le 9 mars 2013. Ils ont arrêté Abdulrahman Yasin sans donner la moindre justification. Ils sont revenus le lendemain et ont confisqué des objets de valeur, des documents et les voitures de la famille.

Deux jours après, ils sont venus chercher Rania et ses six enfants : ses filles Dima (15 ans aujourd'hui), Entisar (14 ans), Najah (11 ans), Alaa (9 ans), Layan (3 ans) et son fils Ahmad (7 ans).

Personne n'a eu de nouvelles d'eux depuis leur arrestation. Malgré les requêtes de leurs proches, les autorités syriennes n'ont révélé aucune information quant à leur sort, leur lieu de détention ou les raisons de leur arrestation.

Naila Alabbasi explique : « Nous n'avons aucune idée de ce qui leur est arrivé. Jusqu'à présent, tous nos efforts ont été sans succès. Des gens étaient peut-être jaloux du succès de Rania et lui voulaient du mal ainsi qu'à ses proches. Pourtant, nous ne devons pas oublier Rania, sa famille et les autres prisonniers qui vivent des situations similaires. Réclamons tous ensemble leur libération ! »



Rania Alabbasi, Abdulrahman Yasin et leurs enfants (la photo a été prise avant la naissance de Layan). © DR